

AKTUELL

INFLATION

Le casse-tête énergétique

Fabien Grasser

Le bouclier tarifaire instauré en 2022 pour limiter la hausse des prix de l'énergie arrive à échéance à la fin de l'année. Les coûts de l'électricité et du gaz pourraient, de ce fait, bondir de manière spectaculaire en 2025. Face au risque de choc inflationniste, le gouvernement veut sortir progressivement du dispositif, mais tarde à présenter sa stratégie. Les syndicats, qui seront associés à la discussion, sont dans l'attente.

Votre facture d'électricité va-t-elle augmenter de 60 % en 2025 ? Et celle de gaz de 17 % ? Ces prévisions alarmantes, répétées par le Statec depuis des mois, seront déjouées si le bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie n'est pas levé brutalement. Négocié lors de trois réunions tripartites en 2022 et 2023, le dispositif avait pour but de limiter la hausse des prix de l'énergie, alimentée par un mouvement spéculatif consécutif à l'invasion russe de l'Ukraine. Cette mesure salvatrice pour les ménages arrive à échéance au 31 décembre. Alors que le Statec prévoit une inflation à 3,1 % pour le Luxembourg en 2025, contre 2 % en zone euro, il s'agit pour le gouvernement et les partenaires sociaux de prévenir un choc inflationniste qui affectera d'abord les revenus les plus modestes. Dès février, le ministre DP de l'Économie, Lex Delles, s'est prononcé en faveur d'un « phase out », soit, en bon français, d'une sortie progressive du dispositif. Il s'était engagé à présenter son plan au Conseil de gouvernement dans un délai de quelques semaines.

Or, trois mois sont passés depuis cette promesse et aucune annonce concrète n'est survenue. Signe que quelque chose coince au sein de la coalition, alors qu'il faut aussi l'aval du ministre CSV des Finances, Gilles Roth ? Au ministère de l'Économie, qui a la tutelle sur celui de l'Énergie, on certifie que cela se fera dans les toutes prochaines... semaines. La méthode et ses modalités seront ensuite présentées et discutées en vue d'une adoption définitive au sein d'une tripartite limitée à ce seul sujet, avec les syndicats et le patronat. Tant l'OGBL que le LCGB sont dans l'attente d'une date de réunion, alors que la question a déjà été largement abordée mi-avril avec le gouvernement, lors du dialogue sur le Semestre européen. « Il a été convenu qu'il y aura un rendez-vous », confirme Christophe Knebler, secrétaire général adjoint du LCGB, précisant que son syndicat est évidemment demandeur d'une telle mesure. Il refuse cepen-

dant de s'avancer sur les contours que prendra l'accord : « Nous attendons de voir ce que le gouvernement va proposer pour entamer des discussions très concrètes. » Selon lui, celles-ci devraient avoir lieu avant l'été, car il faudra ensuite passer par l'adoption d'une loi par le parlement sur certains points, comme le plafonnement des hausses.

Un coût absorbable

« Nous avons insisté sur le fait que nous voulons être associés au processus de sortie progressif du bouclier, que cela ne soit pas juste une présentation du gouvernement, mais un véritable dialogue social », dit également Frédéric Krier, membre du bureau exécutif de l'OGBL. Il évoque les pistes déjà mises en avant par son syndicat, comme une sélectivité sociale afin de soutenir les ménages les moins aisés. « Mais le gouvernement estime que ce sera difficile, car les fournisseurs d'énergie ne connaissent pas les revenus de leurs clients. » Autre solution, une sortie étalée sur un an, avec, par exemple, « un rendez-vous trimestriel qui permettrait d'évaluer la situation en fonction des prix de l'énergie ». Frédéric Krier plaide aussi pour un plafonnement des tarifs ciblé sur certaines énergies, excluant notamment le mazout, « pas compatible avec nos engagements climatiques ». En tout état de cause, il estime qu'en l'absence d'une sortie progressive du bouclier tarifaire, « le choc serait énorme ».

Un tel processus aura un coût pour les finances publiques. En 2023, le plafonnement du prix du gaz a coûté 202 millions d'euros à l'État et celui de l'électricité 108,5 millions d'euros, précise le ministère de l'Énergie au woxx. En 2024, il devrait en coûter 65 millions pour le gaz et 224,5 millions pour l'électricité. De quoi creuser un peu plus le déficit budgétaire (-1,2 % du PIB prévu en 2024), alors même que Gilles Roth veut serrer la ceinture de l'État et que le patronat entretient un discours catastrophiste sur les finances publiques. Pourtant, « le Luxembourg dispose de la marge de manœuvre budgétaire pour faire face à d'éventuels déficits budgétaires modérés au cours des prochaines années ». Et cela, ce ne sont pas les syndicats qui le disent, mais l'agence de notation Morning Star DBRS, qui a confirmé le « triple A » du Luxembourg le 10 mai, précisant que le pays peut affronter « une augmentation modérée des pressions budgétaires ». Il y a donc de la marge.

SHORT NEWS

Famille in „prekärer Lage“ droht Abschiebung

(mes) – Die NGO RUHelp ruft die Behörden und luxemburgische Gesellschaft in einem Presseschreiben zur legalen und öffentlichen Unterstützung auf. Der Grund: Gemäß der Dublin-III-Verordnung solle eine russische Familie, die im Januar dieses Jahres in Luxemburg Asyl beantragt hat, nach Frankreich zurückgeführt werden. In Russland werde die Familie, zu der zwei minderjährige Kinder gehören, wegen ihres politischen Aktivismus und ihrer Verurteilung des Angriffes auf die Ukraine bedroht. In Frankreich aber wiederum wurde sie nach ihrer Ankunft im Jahr 2022 mit „Rassismus und Russophobie konfrontiert“, erläutert RUHelp gegenüber der woxx. Im Wohnheim, in der die Familie unterkam, bedrohte ein Nachbar sie „sogar mit einem Messer“. Ihre Beschwerden an die Herbergsverwaltung seien ignoriert worden. Eine Rückführung in das Nachbarland würde die Familie deswegen „einer unmenschlichen und erniedrigenden Behandlung aussetzen“ und gegen Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoßen, so die NGO. Dies würde vor allem die „gute Integration der Kinder“, die beide im luxemburgischen Schulsystem angemeldet sind, betreffen. Sowohl hiesige schulische als auch außerschulische Aktivitäten würden den Kindern helfen, ihr psychologisches Trauma zu verarbeiten. Eine Berufung gegen ihre Abschiebung wurde am 7. Mai vergangener Woche abgewiesen. Um Einspruch gegen den Entscheid einlegen und einen erneuten Asylantrag anstellen zu können, sucht die Familie zurzeit nach einem*iner auf Menschenrechte spezialisierten Rechtsexpert*in, und fordert die Behörden dazu auf, ihren „Fall zu überdenken“. In den ersten zwei Monaten dieses Jahres sind bereits 35 Personen aus Luxemburg in andere EU Mitgliedstaaten zurückgeschickt worden, davon sieben nach Frankreich.

Pétitions : il faudra 1.000 signatures de plus

(fg) – Ce n'est pas une surprise : l'ancienne présidente CSV de la commission des pétitions à la chambre des députés Nancy Kemp-Arendt avait annoncé dès septembre dernier qu'il faudra discuter d'un relèvement du seuil du nombre de signataires obligatoires pour qu'une pétition déclenche un débat public au parlement. Son argument était démographique, alors que la population du pays a augmenté de 100.000 personnes depuis l'introduction de cet instrument de participation citoyenne à la vie politique, en mars 2014. Fixé actuellement à 4.500, le seuil passera à 5.500 signatures nécessaires, a décidé la commission parlementaire, ce 15 mai, sous l'égide de sa nouvelle présidente, la socialiste Francine Closener. Elle estime que cela permettra d'affermir cet outil démocratique, plutôt que de le galvauder, alors que 24 débats publics ont eu lieu au cours de ces deux dernières années. Un rythme qu'elle juge intenable. Lors du vote en commission, son parti, le LSAP, s'est pourtant abstenu, alors que les autres formations de l'opposition s'y sont opposés, CSV et DP votant seuls pour le relèvement. « Nous avons besoin de plus de participation citoyenne et non de moins », affirme le Piratepartei. Lors de la législature 2014 à 2019, les pétitions avaient entraîné 26 débats publics, un nombre passé à 41 au cours des cinq années de la législature suivante.

EU-Asyl: Vom Lager in den Libanon

(tf) – Am vergangenen Dienstag haben auch die EU-Mitgliedsstaaten für die im April vom EU-Parlament verabschiedete Reform des Gemeinsamen Europäischen Asylsystems (GEAS) gestimmt. Damit ist das vor vier Jahren auf den Weg gebrachte Projekt („Pakt der Abschiebung“ in woxx 1599) auch durch die letzte zustimmungspflichtige Instanz gegangen. Ehe die insgesamt 10 Gesetzestexte umfassende Neuregelung in Kraft tritt, die eine massive Beschneidung des bislang geltenden Asylrechts bedeutet, wird es noch zwei Jahre dauern. Hinter den Kulissen wird bereits eifrig an einer weiteren Verschärfung dieses Rechts gearbeitet. Der nun beschlossene Pakt sieht Asylverfahren in Lagern entlang der EU-Außengrenzen vor, von denen aus direkt wieder abgeschoben werden kann. In einem nächsten Schritt soll es offenkundig darum gehen, die Verantwortung für international Schutzbedürftige ganz auf Länder außerhalb der EU zu verlagern. 19 der insgesamt 27 EU-Mitgliedsstaaten sind laut dem tschechischen Premierminister Per Fiala daran beteiligt, eine entsprechende Forderung an die EU-Kommission vorzubereiten. Die ist in dieser Richtung längst aktiv geworden: Eine Milliarde Euro hat Ursula von der Leyen bei einem Besuch im Libanon Anfang des Monats in Aussicht gestellt, wenn das wirtschaftlich bankrotte Land der EU die Flüchtlinge aus Syrien vom Halse hält. Ähnliche Deals waren zuvor mit Ägypten, Mauretanien und Tunesien eingefädelt worden.